

Quelle espérance! Oui, quelle espérance. J'ai ici un article du *Rural Co-operator*, intitulé "Surprise":

Il y a un an à peine, le très honorable J. L. Ilsley, alors ministre des Finances, avait solennellement déclaré au Parlement que la Commission des prix et du commerce en temps de guerre s'était assurée que, même en obtenant une augmentation de 12½ p. 100 du prix des machines aratoires, les fabricants devraient, durant l'année suivante, se contenter de bénéfices moindres que ceux qu'ils ont réalisés, en moyenne, de 1936 à 1939. M. Ilsley a donc dû s'étonner l'autre jour d'apprendre que la Massey-Harris Company Limited avait réalisé, en 1946, des bénéfices nets de \$2,125,569, soit les plus élevés depuis 1929.

Je relève ailleurs dans le même journal:

Le centenaire de la société est une occasion de réjouissance, à un moindre degré cependant parmi les collectivités agricoles de l'Ontario, que rue Bay et rue King. Le gain net de quatre points que les actions ordinaires de la Massey-Harris ont réalisé au cours officiel en 1946 constitue l'un des indices de la prospérité de cette société. Il s'ensuit que quiconque aurait eu la prévoyance d'acheter des actions au début de 1946 pour les revendre à la fin de l'année aurait réalisé un accroissement de capital de 30 p. 100. Et notons que ce gain constitue un revenu non imposable. Quand un cultivateur ayant acheté un troupeau de race pure au début de l'année le revend au bout de douze mois, il constate que les bénéfices que lui rapportent cette transaction sont assujettis à l'impôt.

Le *Rural Co-operator* ajoute:

Il serait plus juste et plus sage de taxer les bénéfices du spéculateur et d'exempter de l'impôt ceux du cultivateur.

J'approuve de tout cœur. Et cette société n'est pas la seule qui ait réalisé de tels bénéfices. Avant d'entrer à la Chambre je lisais une note sur un article du *Star* de Toronto, numéro du 6 mai, d'après lequel les rapports annuels de 27 sociétés industrielles pour l'année 1946 accusent une augmentation moyenne de 54.9 p. 100 des bénéfices nets. Je le répète, quelles perspectives!

Les membres de notre groupe et la plupart des cultivateurs organisés ont approuvé l'accord à l'égard du blé, confiants que le Gouvernement maintiendrait l'armature des prix au point de vue du coût de la vie et de la production. Son attitude depuis quelques semaines cependant nous porte à croire que nous sommes victimes d'une nouvelle trahison, ce que confirme l'exposé budgétaire. Si tous les cultivateurs du pays pouvaient lire l'exposé du ministre des Finances et le discours de mon chef, l'honorable député de Rosetown-Biggar, je suis certain qu'au moins les quatre cinquièmes d'entre eux se prononceraient en faveur de notre sous-amendement exprimant le regret que le Gouvernement n'ait pas relevé l'abattement à l'impôt sur le revenu et n'ait pas fourni à plus de la moitié de notre population, obligée de vivre de revenus infé-

[M. Burton.]

rieurs au niveau actuel de l'abattement, l'occasion d'améliorer leurs conditions d'existence.

L'industrie agricole a plus que sa part de ceux qui doivent vivre à un niveau inférieur à la normale. Voici un tableau préparé par le Bureau fédéral de la statistique. Il démontre que, d'après le recensement de 1941, les exploitants de fermes comprenaient 17 p. 100 des travailleurs canadiens; ils n'ont cependant touché durant cette année que 9.6 p. 100 du revenu national. Voici les pourcentages pour plusieurs autres années:

	Pourcentage
1938	10.7
1939	11.6
1940	10.4
1941	9.6
1942	13.2
1943	11.0
1944	12.8
1945 (estimation préliminaire)	11.0

Mais ce n'est pas tout. J'ai ici copie du document parlementaire 228, déposé le 14 avril dernier en réponse à une question de l'honorable représentant de Battle-River (M. Fair). J'y vois, pour une certaine période d'années, le nombre de cultivateurs qui ont présenté des déclarations d'impôt sur le revenu et le nombre de ceux qui échappaient à l'impôt:

Année	Nombre de cultivateurs ayant présenté des déclarations d'impôts	Nombre échappant à l'impôt
1939-1940	8,927	7,572
1940-1941	18,918	16,783
1941-1942	29,281	22,506
1942-1943	29,741	22,227
1943-1944	68,791	48,544
1944-1945	104,588	75,459
1945-1946	136,039	82,731

J'y trouve aussi le montant perçu des cultivateurs des diverses provinces. Le détail ne manque pas d'intérêt. Voici, par exemple pour l'année 1945-1946:

Ontario	1,086,179
Manitoba	1,866,590
Saskatchewan	2,587,632
Alberta	1,114,000

La somme globale perçue de toutes les autres provinces réunies, y compris la Colombie-Britannique, est insignifiante.

M. REID: Avez-vous la statistique pour cette dernière?

M. BURTON: Cette année-là, les cultivateurs de la Colombie-Britannique ont versé en impôt sur le revenu \$317,025. Toutes ces autres provinces, y compris la Colombie-Britannique, ont versé une bagatelle comparative à celles que j'ai mentionnées. On voit donc que l'agriculture n'y est pas aussi pros-